COMPOSITION

Dynamiques géographiques des grandes aires continentales.

L’Afrique, les défis du développement. Le Sahara, ressources et conflits.

Vous montrerez dans quelles mesures on peut affirmer que le Sahara est le théâtre de conflit parce que c’est un territoire au sous-sol riche ?

 L’effondrement des pouvoirs en Libye - et le trafic d’armes lourdes généralisé qui s’en est suivi, alimentant les groupes criminels et mafieux dans l’Ouest saharien -, a montré combien la zone saharienne et sa rive sud sahélienne étaient des zones fragiles, âprement convoitées. **Le plus grand désert chaud du monde** (**8,5 millions de km²**), s’étendant du Sénégal à la Somalie et borné au Sud et au Nord par **la ligne des 200 millimètres** (mm) de pluie (isohyète 200), est loin d’être un espace bosselé de dunes (*Erg* du Ténéré) ou de pierres (*Reg* du Tanezrouft), inerte et inhabité : près de **10 millions de personnes** y vivent en permanence, et pas seulement les nomades berbères touaregs, d’ailleurs en voie de sédentarisation. On y trouve des villes, parfois fort anciennes (Agadès). Région riche en ressources hydrocarbures (gaz naturel et pétrole), en uranium (Niger), en eau (Sud Libye), le **Sahara est** donc **une région au sous-sol riche** de matières premières : **est-elle pour autant une région riche ?** Les commentateurs en Afrique comme en Europe lient souvent la richesse des sous-sols du Sahara et ses dynamiques de déstabilisation : le Sahara est-il une région de conflits parce que c’est une région de richesses minérales ? **La richesse du Sahara** qui motive le plus les États et les mafias tient plutôt à **sa situation unique de carrefour continental** entre la zone la plus riche et la plus densément développée d’Afrique (L’Afrique du Nord) et la zone la plus peuplée, cœur minéral de la mondialisation des économies (L’Afrique subsaharienne).

\* \* \*

 Le **Sahara est un espace convoité**, à la fois par les groupes criminels et les FTN qui s’y implantent (1.) et les États qui affirment leur autorité (2.) sur ces marges de fortes contraintes, de plus en plus en association avec les Organisations Intergouvernementales (OIG).

 Le **Sahara est** **un espace convoité** et le théâtre de **rivalités et de conflits** âpres. Si les organisations **terroristes** comme *Al Qaeda* au Maghreb Islamique (AQMI) ou *Ansar-Dîne* sont les plus connus, les **réseaux criminels** traditionnels, qui opèrent les trafics d’armes, de drogue et d’êtres humains sont très actifs. Les **contrebandiers**, plus anciens encore, continuent sur les routes marchandes à faire transiter de manière illicite les produits que l’on retrouve sur les marchés sahéliens, de l’huile alimentaire aux sacs de ciments qui irriguent la croissance des villes d’Afrique sahélienne. Et bien souvent **ces dynamiques s’emmêlent et se nourrissent les unes les autres**, terroristes trafiquant de la drogue, contrebandiers convoyant des armes, passeurs de migrants guidant des apprentis djihadistes… **Les routes du nomadisme touareg** (à l’Ouest) et toubou (Au centre, autour du Tibesti et du Fezzan) ont servi de soubassement à un ensemble de **réseaux interconnectés** que les **contrebandiers** empruntent depuis l’Antiquité. Les rebellions touarègues et touboues des années quatre-vingt (Menées par les « Ichoumars », les chômeurs en tamashek) prenaient leur source dans la misère qui frappait les nomades après la grande sécheresse des années 1975-1985. Les jeunes rebelles, formés à la guérilla en Libye, essayèrent de proposer un projet révolutionnaire pour un « grand Sahara ». Mais les élites traditionnelles les suivirent peu. Les révoltes des années quatre-vingt dix et 2000’ à la logistique libyenne (Armes légères comme les AK47, lourdes comme les mitrailleuses 12.7, les 4x4 *pick up*) étaient motivées par une **volonté d’accéder aux richesses générées par les activités extractives**. Nombre de constitutions – comme celle du Niger (2010) – imposèrent aux États miniers une redistribution automatique d’une partie des recettes (**au Niger, 15% sont reversés** aux régions d’extraction). Les populations touarègues en effet s’étaient révélées peu aptes au travail minier : faible scolarisation, qualification nulle, appétence faible pour le travail d’équipe salarié… Ces révoltes, qui couvent encore comme le montre la sédition malienne de l’Azawagh, manifestaient surtout ce qu’on appelle « la crise du nomadisme » (BOURGEOT, *Politique africaine*, janvier 1990). Aujourd’hui, les **groupes terroristes utilisent les marges sahariennes et le fractionnement politique** du Sahara pour s’installer dans les zones peu usitées, comme les massifs montagneux (Hoggar, Tassili…), et rayonnent vers les zones densément peuplées (Tombouctou, Gao au Sud, les Aurès, les villes de Tunisie et de Tripolitaine libyenne au Nord). Irrigués en armes et en hommes par les réseaux des trafiquants de migrants et les contrebandiers, ils assurent comme les groupes terroristes marxistes (FARC, Sentiers Lumineux) dans les Andes **la protection et le convoyage des drogues**, prélevant au passage une dîme qui finance le Jihad. Ils sont rarement constitués de populations natives mais **recrutent des jeunes hommes, voire des enfants** pour les actions de 1ère ligne. L’**encadrement** est assuré par des **vétérans algériens** des Groupes Islamiques Armés (GIA) comme BELMOKHTAR, voire d’**Afghanistan** (1990’, Algérie), et de **Syrie**. Ces groupes terroristes peuvent faire des alliances de circonstances avec des groupes irrédentistes touaregs, mais la crise malienne (2013) a montré que c’est toujours au détriment des Touaregs qui n’ont ni les assises logistiques et humaines internationales, ni la combativité des groupes extrémistes. **Les FTN,** comme AREVA au Niger, **sont contraintes de limiter l’encadrement européen**, cible privilégiée des enlèvements et des assassinats, de systématiser l’usage de compagnies privées de sécurité, et de **privilégier la voie aérienne** pour le transport des personnels, ce qui **renchérit d’autant le coût des activités d’extraction**. Les groupes terroristes qui rayonnent jusqu’au cœur du Sahel (Attentats de Bamako, novembre 2015, de Ouagadougou, janvier 2016) montrent que **le Sahara n’est pas la revendication de ces groupes meurtriers,** mais juste **une base arrière** loin des regards et des services de sécurité nationaux.

En effet, le Sahara est une région difficile à surveiller et à maîtriser. Le **Sahara**, le plus grans désert chaud de la planète, est une **région de double contrainte**. C’est d’abord une région de **fortes contraintes naturelles** : la **chaleur** y est extrême (+79°Celsius dans le Sud du Fezzan, en Libye, région la plus chaude du monde), l’**aridité constante** est accentuée par des périodes de **sécheresse** de plus en plus longues et fréquentes. La saison végétative y est réduite, comme elle l’est déjà au Sahel où elle ne dépasse plus les 45 jours. Le vent (**L’Harmattan**) balaie les dunes, recouvre les parcelles mises en culture de manière traditionnelle, stérilisant les sols, les **bancs de dunes** de sable (Ergs), mais plus encore les **plaines de pierres** (Regs) et les massifs montagneux (Aïr, Hoggar, Tassili N’Ajer, Tibesti) sont autant de terrains difficiles que les routes doivent contourner. Les **oasis**, s’étendant sur des centaines de kilomètres carrés (km²), sont des points de fixation, des passages obligés, des centres de contrôle et des pôles urbains d’influence locale (Faya au Tchad), nationale (Agadez au Niger) ou régionale (Tamanrasset en Algérie). Mais **les contraintes sont surtout géopolitiques** : le Sahara est une **mosaïque de confins nationaux**. Que l’on soit au Nord Niger ou au Nord tchadien, que l’on soit au Sud algérien ou égyptien, on se trouve, quand on est au **Sahara**, sur une **région de confins**. Les États qui le constituent (près de 15 jusqu’en Éthiopie) sont **économiquement dos-à-dos**, les États de la rive sud sahélienne regardent vers le Sud et le Golfe de Guinée, les États d’Afrique du Nord (Et essentiellement ceux du Maghreb, Maroc, Algérie, Tunisie) regardent vers le Nord et l’Union Européenne (UE) *via* l’interface maritime qu’est la Méditerranée. **Les forces de sécurités des pays sahéliens sont handicapées par la pauvreté des États** : 62% de la population du Tchad vit avec moins de 1,25$/jour (2015), 50% au Mali, 44% au Niger. Les Indices de Développement Humain (IDH) y sont faibles : 0,344 au Mali, 0,340 au Tchad et 0,304 au Niger (187e/187). Au Maghreb la situation sanitaire et sociale est meilleure (Les IDH sont supérieurs à 0,650) mais le chômage est élevé (10% au Maroc, mais 30% en Libye) et culmine pour les moins de 25 ans (De 25% au Maroc à 50% en Algérie !). Les moyens logistiques pour surveiller (Satellites, avions de reconnaissance photographique, drones) ou se déplacer (Véhicules tous terrains) sont fournis ou entretenus par la coopération avec les pays du Nord. **La coopération régionale est rendue difficile par les anciens antagonismes géopolitiques** : le Maroc et l’Algérie sont en guerre froide depuis 1975 et l’annexion par le Maroc du *Rio del Oro* au détriment des populations sahraouies, le Niger et la Libye de même depuis que l’armée de Kadhafi dans les années soixante-dix a occupé le plateau du Djado et celui du Mangueni au Nord de Bilma… L’Algérie préfère voir les terroristes opérer au Sahel que sur son sol et laisse filtrer hommes et armes à condition qu’ils alimentent les groupes retranchés dans les massifs maliens et nigériens. **Les appareils sécuritaires maghrébins sont plus puissants, mais peinent à surveiller les immenses étendues** sahariennes. FRONTEX, l’agence pour la « surveillance des frontières extérieures » de l’UE, installe des capteurs sismiques sur les lignes frontières (Maroc-Mauritanie, Mali-Mauritanie) pour détecter les passages des véhicules qui convoient migrants, armes et drogues. **FRONTEX participe aussi à la modernisation des armées** opérant au Sahara. Mais ces moyens sont parfois plus mis à contribution pour surveiller les populations civiles que pour juguler les trafics sahariens. En effet **la corruption des appareils de sécurité est parfois patente** ; les douaniers préfèrent lever une dîme sur les trafics qu’y faire face les armes à la main. Cependant, la faible maîtrise de ces territoires par les États n’est pas une particularité saharienne liée à la pauvreté ou à la corruption : dans les mêmes conditions d’éloignement, de contraintes naturelles et d’immensité **la France en Guyane**, les États-Unis en Alaska, la Russie dans le Caucase ou en Sibérie orientale, la **Chine dans le Xinjiang ne font pas mieux**.

\* \* \*

Le **Sahara** est un **espace aux importantes richesses minérales** (1.) mais c’est surtout un **formidable carrefour** (2.) et ce à toutes les échelles : macro-régionale d’abord en ce qu’elle connecte l’Afrique du Nord et l’Afrique sahélienne et continentale ensuite parce qu’elle connecte l’Afrique du Nord au reste du continent, c’est-à-dire l’Afrique subsaharienne.

Le Sahara est un espace aux importantes richesses minérales : on pense évidemment d’abord aux **matières premières stratégiques** comme les hydrocarbures et l’uranium, qui motivent la présence de FTN de la Triade et de plus en plus des BRICS, mais c’est aussi **une réserve d’eau douce** potable. Les réserves d’hydrocarbures (gaz naturel et pétrole) sont concentrées sur des zones restreintes : le **gaz naturel** est essentiellement présent dans le **Sud saharien algérien**, exploité par des sociétés d’État (Comme la Sonatrach) en *joint venture* avec des FTN (CNPC au Niger), il est exporté vers l’Europe (La France surtout pour ce qui concerne le gaz naturel algérien) dans les grands terminaux gaziers et pétroliers (Comme Fos-sur-Mer en France). **Une succession de Zones Industrialo-portuaires** (ZIP) assurent l’exportation de ces ressources, vitales pour le financement des politiques publiques du Maghreb : **Arzew** en Algérie, **Brega en Libye**. Le pétrole saharien est situé essentiellement au Sud-Soudan, dans le centre de la Libye et dans le sud algérien et tunisien. Récemment (2010) le pétrole est extrait de gisements situés au Sud du Sahara, sur les pourtours éloignés du lac **Tchad**, au **Cameroun**, au **Tchad** et au **Niger**. La montée des cours du *Brent* (150 dollars le baril, 2013) a rendu rentables ces gisements pourtant mal raccordés aux oléoducs existants. Ce pétrole de qualité très variable (Moyenne pour les pétroles camerounais et tchadiens, très fluide pour le pétrole nigérien) est malheureusement mélangé dans les **oléoducs et acheminé d’abord vers le Nigeria** en attendant ensuite l’ouverture des terminaux pétroliers camerounais. L’**uranium, localisé essentiellement au Niger**, autour des sites d’Arlit, exploité par des filiales d’AREVA NC-Niger mais possédées au tiers par l’État nigérien (COMINAK, SOMAÏR, IMOURAREN SA avant sa fermeture, 2015), est exporté par la route, puis par la voie maritime à travers le réseau des ports du Golfe de Guinée. De haute qualité, transformé sur place en uranite (Les *yellow cake*) il est destiné aux centrales nucléaires et à l’industrie militaire. Le Niger en exporte près de 4 800 tonnes par an, dont près de 3 500 tonnes issues des entreprises filiales d’AREVA. Comme pour le gaz naturel algérien dont les revenus fournissent 75% du budget de l’État algérien, l’uranium, même s’il ne représente que 10% à 8% du PIB nigérien, représente 50% des fonds propres de l’État, soit la somme utilisée pour le paiement des salaires des fonctionnaires. Par un raccourci mathématique on peut dire que **l’industrie extractive au Niger paye le traitement de la fonction publique** : son poids modeste dans le PIB national en fait cependant une ressource vitale pour les pouvoirs publics. Les ressources minières de charbon et d’or, localisées essentiellement dans le grand Ouest saharien, aux confins du Mali, du Maroc, du sud algérien et de la Mauritanie, sont exportées par camions et par voies de chemin de fer vers les ports minéraliers de la côte marocaine (Casablanca) et mauritanienne (Laâyoune). Les phosphates et le fer (Celui de Zouérat en particuliers) suivent les mêmes chemins. Mais si ces richesses sont certaines et assurent aux États de confortables *royalties* quand les cours sont élevés, **l’eau, présente dans les nappes aquifères fossiles** entre l’Algérie et l’Est libyen au Nord du Tropique du Cancer, **représente elle aussi une richesse importante**. Si la Libye est la seule à avoir investi massivement dans les aqueducs (Fezzan) pour acheminer l’eau vers les villes littorales (Tripoli, Benghazi et Tobrouk), l’Égypte et son projet de « Nouvelle vallée » dans le Fayoum, l’Algérie au Nord du Touat et le Maroc dans la région du Draa investissent dans les projets d’agriculture intensive moderne par pompage de la nappe fossile. Aux *ghouts* traditionnels qui utilisent la nappe phréatique superficielle, s’ajoutent **des stations de pompage industriel** par rampes-pivots qui entretiennent de **vastes fronts pionniers de parcelles irriguées** et dévolues à une agriculture vivrière destinée aux villes du littoral.

Ces ressources minérales (minières ou aquifères) ne sont cependant que peu convoitées par les groupes armées : ceux-ci en effet n’ont pas la capacité de les exploiter ni d’en concéder l’exploitation à des groupes privés. Enclavées, ces gisements n’ont de valeur que si les ressources sont exportables, or s’il est concevable d’imaginer des groupes armés supplanter les États sur ces marges extrêmes, il paraît peu sérieux d’imaginer que ces mêmes groupes armés soient capables d’ouvrir des routes d’exportation. **La richesse du Sahara vient de son statut de carrefour**, carrefour macro-régional, mais aussi carrefour continental entre l’Afrique du Nord et l’Afrique subsaharienne. Les routes sahariennes, qui firent la fortune de l’Empire de Ghana (VIIIe siècle – Xe siècle) et celle des empires suivants, n’ont guère changé et sont très actives. Celles d’**orientation méridienne trouvent leurs terminaux principaux à Alger, Tunis et Tripoli**. Des villes servent à distribuer les flux : **Béchar** (Algérie) conduit soit à Dakar (Sénégal) *via* Zouérat et Nouakchott, ou Gao (Mali), *via* Reggane et Tessalit. **Ghardaïa** (Algérie) conduit soit à Niamey (Niger) *via* Tamanrasset, Arlit et Agadez, ou le lac Tchad *via* Hassi Messaoud, le Ghat et Bilma. Des routes secondaires, conduisent des pèlerins, des migrants ou des stocks restreints de marchandises, sur les routes des oasis (Koufra en Libye, Siwa en Égypte) utilisée depuis l’Antiquité… Moins empruntées, mais toujours actives, **les routes d’orientation Ouest-Est : de Dakar vers l’Éthiopie**, par les villes médiévales comme Tombouctou, Gao et Zinder, puis par les oasis comme Abéché (Tchad) et Khartoum (Soudan) : marchands, pasteurs ou pèlerins s’y déplacent depuis les temps protohistoriques. Témoignage de la vitalité de ses routes, on parle encore Haoussa (Langue du Nord Nigeria et Sud Niger) dans des villages de halte du Sud éthiopien. Cette route dite « des pèlerins pauvres » conduit à Djedda (Avant-port de La Mecque et de Médine) en Arabie Saoudite. Les réfugiés du Darfour mais aussi du Nord de la Centrafrique (RCA) ont emprunté cette route pour fuir les violences. Marchands, hommes, idées, transitent encore aujourd’hui sur des tracés trois fois millénaires, et peut-être plus vieux encore. **Que transporte-t-on ?** Des produits miniers d’abord si l’on prend en compte le *ratio* de la valeur marchande au poids transporté. Des produits vivriers si l’on prend en compte la densité du trafic routier : pâtes alimentaires, semoule de blé, huile alimentaire et conserves descendent du Nord maghrébin vers les rives Sud du Sahel, puis vers les ports du Golfe de Guinée, Abidjan parfois, Lagos plus sûrement. **Les migrants légaux ou illégaux utilisent ces routes** antiques vers le Nord. 80% des migrations sahariennes visent les pays de l’Afrique du Nord, sans volonté de passer en Europe. Tamanrasset (Sud algérien), Bilma (Nord nigérien) sont des points de passages obligés avant l’entrée dans les zones industrialisées du Maghreb. À l’échelle micro-régionale, le Sahara est aussi quadrillé par les routes du nomadisme : les **Touaregs et les méharées chamelières** (Comme celle destinée au sel, la fameuse *azalaï*) sont encore les principaux utilisateurs de ces routes courtes. Mais de plus en plus, **le grand bétail** (Vaches, bœufs) élevé dans les ranchs sahéliens (Jusqu’au Cameroun) et le **petit bétail** (Chèvres, moutons) élevés de manière intensive autour des oasis transitent par ces routes. Les **conflits d’usage se multiplient entre nomade touaregs, FTN minières, FTN des Industries Agroalimentaires (IAA) adeptes du *landgrabbing*, et les ranchs…** Au Niger, où l’on compte trois têtes de petit bétail pour un habitant, on exporte chaque année sur la seule période de la Tabaski près de 2,5 millions d’ovins vers la Mauritanie, sur des camions qui utilisent les routes du nomadisme. Le bétail part également vers le Sud, dont Kano et Abuja (Nigeria) mais aussi la Côte d’Ivoire jusqu’à Abidjan, **utilisant ensuite les anciennes routes des marchands de noix de kola**. Sur ces réseaux de réseaux, du Golfe de Guinée jusqu’aux rives nord du Sahara, transitent aussi **les armes**, et de plus en plus **la cocaïne d’Amérique du Sud**, acheminée par avion des Andes vers la Guinée-Conakry et **l’héroïne** depuis la plaine de **la Bekaa** au Liban.

\* \* \*

**Convoité pour ses ressources minérales** par les FTN et les États, pour **ses routes** qui le quadrillent par les groupes mafieux, le Sahara est le théâtre de **conflits de basse intensité mais récurrents** et dont les **logiques**, hier distinctes, **se sont mêlées**. Région de **très fortes contraintes naturelles**, le Sahara est difficilement contrôlable : la faiblesse des appareils d’États sur ces confins difficiles, et celle des OIG, n’est pas plus infâmant que celui des pays riches sur leurs propres confins, **par nature des territoires de marges**. Seule la **coopération régionale** entre États sahéliens et États maghrébins, associée à un **développement inclusif et durable** intégrant les populations locales, permettra de **contrôler efficacement ces routes antiques** de transit et de commerce.

© **Erwan** BERTHO (Mars 2016)

Pour une actualisation régulière des sources, reportez-vous à la catégorie [hglycee.fr / SOURCES & RESSOURCES / Les sources Géographie L’Afrique dans la mondialisation] ou cliquez sur le lien hypertexte ici.